



La résurgence nostalgique du nationalisme anglais

Juin 2017

14.000 signes

Par Nathanaël Uhl, chercheur associé à
l'Association culturelle Joseph-Jacquemotte
et Silvère Chabot, rédacteur en chef de Grey Britain

A défaut d'avoir réussi l'Europe des peuples, ratant l'Europe des Etats, le continent se trouve aujourd'hui confronté à l'Europe des nationalités. Le résultat du référendum organisé en juin 2016, au Royaume-Uni, sur l'appartenance à l'Union européenne a remis cette question sous la lumière.

Une partie de la dynamique du vote en faveur de la sortie, le fameux Brexit, tire son origine du renouveau du nationalisme anglais. La majorité claire qui s'est exprimée en faveur de la rupture avec les institutions bruxelloises a, en même temps, donné un nouvel élan aux partis nationalistes écossais et gallois mais aussi, dans une moindre mesure, aux nationalistes du Sinn Féin en Irlande du Nord.

Elections

Les élections générales qui se sont déroulées le 8 juin 2017 ont marqué un glissement très fort de la représentation politique nationaliste anglaise. Si elle s'incarnait dans le parti europhobe United Kingdom Independence Party (UKIP), ce sont désormais les conservateurs qui en sont les hérauts.

Les résultats du brexit par nations

Nation	Sortie	Maintien	Participation
Angleterre	53,4% (15 188 406 voix)	46,6% (13 266 996 voix)	73%
Irlande du Nord	44,2% (349 442 voix)	55,8% (440 707 voix)	62,7%
Ecosse	38% (1 018 322 voix)	62% (1 661 191 voix)	67,2%
Pays de Galles	52,5% (854 572 voix)	47,5% (772 347 voix)	71,7%

L'importance accordée à l'immigration par les commentateurs, dans leurs analyses des résultats, masque leur difficulté à comprendre ce qui apparaît comme le nouvel enjeu clé d'un royaume de moins en moins uni : les questions nationales.

Non que la question de l'immigration n'ait joué aucun rôle dans la formation de la majorité en faveur du Brexit mais elle doit davantage être envisagée comme le révélateur de l'émergence du nationalisme anglais que comme le catalyseur du rejet de l'autre et de l'Union européenne.

L'avenir du Royaume-Uni en questions nationales

Ce nationalisme propre à l'Angleterre est finalement le plus proche de la vision du nationalisme qu'en ont les peuples francophones. Son renouveau est une donnée relativement

nouvelle au sein du Royaume-Uni. Il se traduit concrètement par l'affirmation de la grandeur de la civilisation anglaise qui, un temps, a dominé le monde mais aussi le rejet de l'Union européenne et la méfiance vis-à-vis de l'immigration (quand il ne s'agit pas purement et simplement de xénophobie). A l'origine de la poussée nationaliste, il y a cependant un terreau lié à la situation économique et sociale.

L'Angleterre, comme toutes les composantes de la Grande-Bretagne, a souffert de la désindustrialisation brutale menée par les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et parachevée par le « travailliste » Tony Blair. Le cœur du Royaume-Uni n'a pas réussi à mener sa transition économique. Le développement de la précarité avec les contrats à zéro heure cache un taux de non emploi terriblement élevé. Les derniers bastions industriels sont extrêmement fragiles et la moindre secousse dans les rapports commerciaux à l'échelle de la planète les met en péril, comme l'a mis en lumière la crise de l'acier britannique¹. Face au dumping social pratiqué par la Chine, le groupe indien Tata Steel, propriétaire de l'essentiel de la sidérurgie britannique, a mis en vente ses installations au Royaume-Uni. Cette situation n'est pas spécifique à l'Angleterre : le Pays-de-Galles aussi est victime de la main invisible des marchés. Pour nécessaire que soit cette approche marxiste, peut-on dire, elle n'est pas suffisante.

C'est bien d'une crise de l'identité anglaise dont il faut d'abord parler. L'Angleterre, en tant que nation, s'est vécue collectivement au fil des siècles, comme le cœur battant et marchant de la Grande-Bretagne, ce pays construit par l'ajout successif du Pays-de-Galles, soumis par Henri II Plantagenêt au 12^e siècle, de l'Irlande, dont la conquête a été entamée par le même monarque ainsi que de l'Ecosse, plus tardivement, dans la conflictualité mais aussi par les jeux d'alliance notamment matrimoniaux.

L'identité anglaise a, par la suite, marqué tout l'Empire britannique et ce, jusqu'à la décolonisation. Elle revêt des aspects ambivalents où l'attachement au parlementarisme est aussi fort que celui manifesté envers la monarchie. Ce paradoxe apparent est résolu par la locution qui caractérise « *le roi en son parlement* », indiquant que les pouvoirs royaux sont issus *de facto* de l'acceptation des membres du parlement.

¹ « *Le sidérurgiste Tata plonge Cameron dans la crise* », in *Grey Britain*, 30 mars 2016

Ce choix sanctionne plusieurs siècles de confrontation entre les rois d'Angleterre et le Parlement, avec plusieurs moments clés dont l'adoption de la *Magna Carta*, la « Grande charte » en 1215, après une révolte des barons contre le mal aimé Jean I^{er} dit « Jean sans Terre »², et la décapitation du roi Charles I^{er} Stuart, le 30 janvier 1649. L'identité anglaise est donc marquée par une confrontation, parfois violente, avec le pouvoir. C'est celle des chartistes mais aussi des multiples formes qu'a pris la contestation politique : levellers³, églises dissidentes, syndicalistes... Les Anglais se montrent extrêmement fiers de ce passé de dissidence.

Il explique, en partie, la tolérance typiquement britannique du pays par rapport à la différence. Cette tolérance est même organisée puisqu'elle est au cœur du communautarisme qui est devenu la règle de vie commune dans toute la Grande-Bretagne. Elle est également théorisée dans le cadre de la philosophie libérale chère aux sujets de sa Gracieuse majesté. Le libéralisme est une des composantes de l'identité anglaise, à tout le moins telle que les élites culturelles de l'Angleterre se plaisent à la véhiculer.

Mais cette identité s'est en même temps révélée aussi impériale à sa manière qu'a pu l'être l'identité française conquérant les colonies pour « apporter la civilisation » à des peuples forcément « barbares ». Questionnée profondément par la décolonisation, la question de l'identité anglaise est encore renforcée, à la fin des années 90, par la *devolution*⁴. Le gouvernement travailliste de Tony Blair accepte de transférer une partie des pouvoirs du gouvernement central aux parlements qu'il vient de créer en Ecosse, au Pays-de-Galles puis en Irlande du Nord. C'est la fin d'une vision anglo-centrée du Royaume-Uni et le début d'une lente – et surtout inachevée - évolution du pays vers une forme spécifique de fédéralisme. Mais les Anglais se sentent dépossédés d'une part de leur histoire et donc de leur identité, ce d'autant que l'Angleterre ne bénéficie d'aucune compensation ou d'aucune reconnaissance dans ce contexte de transfert de pouvoirs.

² « *Les barons jouent et gagnent* », in *L'Histoire*, avril-juin 2013

³ Les *levellers* ou « niveleurs » constituaient un groupe politique qui se réunissait pendant la guerre civile anglaise (1642-1651) pour demander des réformes constitutionnelles et une égalité des droits devant la loi. Leur programme comprenait la tolérance religieuse ; le libre-échange économique ; une extension du droit de vote ; des droits garantis par une constitution écrite.

⁴ « *Refaire l'Union, la devolution britannique* », par John Loughlin, in *Revue Projet*, 2007

Le gouvernement britannique est en même temps celui de l'Angleterre puisque cette dernière ne dispose pas d'un parlement régional. Ce hiatus est d'autant plus fort qu'une partie des lois votées par la Chambre des communes ne s'applique plus, désormais, à l'Ecosse, par exemple. Ainsi va émerger la revendication, inscrite dans l'agenda conservateur, de lois spécifiquement anglaises votées par les seuls membres anglais du Parlement, c'est-à-dire les représentants des *constituencies*⁵ situées dans l'espace géographique proprement anglais.

Dans ce contexte, le transfert de pouvoir inhérent à l'appartenance à l'Union européenne est apparu, pour les nationalistes anglais, comme une nouvelle dépossession des pouvoirs qu'ils considèrent dévolus à l'Angleterre. Qu'elle soit présentée comme une question de « souveraineté du parlement » ou comme un refus de la « technocratie de Bruxelles », le résultat est le même. Si la frustration est générale, elle n'est pas ressentie de la même manière par tout un chacun. La classe ouvrière se désespère de voir les bassins industriels dévastés quand les petits aristocrates désargentés pleurent la fin de la chasse à courre. Il y a, dans le nationalisme anglais, une profonde nostalgie.

Dans un article publié par le site Politico, cette nostalgie est mise en évidence. Citant un sondage réalisé en février 2017 par l'institut YouGov⁶, 48% des électeurs favorables au Brexit souhaitent un retour aux unités traditionnelles de mesure que sont la livre et l'once, 42% se prononcent en faveur du rétablissement des châtiments corporels à l'école et 30% veulent le retour aux ampoules incandescentes traditionnelles...

Un nouveau véhicule pour le nationalisme anglais

Les élections générales du 8 juin 2017 ont marqué un tournant majeur dans la vie politique britannique. Outre que le gouvernement conservateur a perdu sa majorité absolue à la chambre des Communes, elles ont vu les électeurs anglais de sensibilité nationaliste quitter le UKIP pour, essentiellement, le parti conservateur. Ce mouvement de fond était déjà perceptible lors des élections locales qui avaient eu lieu en mai 2017.

⁵ L'équivalent des circonscriptions dans lesquelles sont élus les membres du parlement, donc de la Chambre des communes.

⁶ « *Half of Leave voters want to bring back the death penalty after Brexit* », in *the Independent*, le 29 mars 2017

A cette occasion, les tories ont procédé, sans mauvais jeu de mot, au grand remplacement du UKIP. Le parti europhobe a perdu une centaine de conseillers locaux et des milliers de suffrages dont la plupart se retrouvent chez les conservateurs. Dans le Lincolnshire, ce transfert de voix s'opère à quelques dixièmes près : UKIP perd 16,8 points et les conservateurs en gagnent 17,4...⁷ A l'occasion du scrutin général, UKIP, lui-même, a facilité ce mouvement en refusant de présenter des candidats dans les constituencies dont le membre du parlement sortant s'était positionné en faveur du Brexit. Le parti a donc dû se contenter de 375 candidatures et, au final, seulement 43 ont dépassé la barre des 5%⁸.

C'est bien dans le discours que les conservateurs ont réussi à remplacer UKIP comme véhicule politique du nationalisme anglais. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la question de l'immigration dont Theresa May, ancienne ministre de l'Intérieur et successeur de David Cameron comme chef du gouvernement à l'été 2016, a fait sa priorité. Cette position s'est traduite par un engagement particulièrement dur dans les conditions, avant l'élection, de négociation avec la Commission européenne en vue de la sortie de l'Union. Les tories ont délibérément choisi, devant leur électorat, de quitter le marché unique au profit du contrôle des flux migratoires intraeuropéens.

Mais c'est peut-être en Ecosse que le tournant nationaliste anglais des conservateurs est le plus perceptible. A l'occasion des élections locales 2017, les Scottish tories ont effectué une percée électorale qui s'est matérialisée par le gain de douze membres du parlement lors des élections générales de juin 2017. Cette progression était totalement inattendue alors qu'en 2015, ils ne disposaient que d'un seul élu à la chambre des Communes. Il faut dire qu'entretemps, les nationalistes écossais du Scottish National Party (SNP) ont remis sur le tapis l'exigence d'un référendum sur l'indépendance⁹. Après l'échec de celui de 2014, ils ont pris argument du vote à 62% en faveur du maintien dans l'Union européenne des Ecossais en juin 2016 pour justifier la réouverture de ce dossier. C'est bien sur une position unioniste, donc de strict maintien dans le Royaume-Uni, placée au cœur de leur campagne électorale, que les conservateurs écossais ont réussi à opérer cette percée en voix et en sièges.

⁷ « *Elections locales : les conservateurs remportent le morceau haut la main* », in Grey Britain, le 5 mai 2017

⁸ « *Analyse : le Labour inverse la tendance et impose un parlement suspendu* », in Grey Britain, le 9 juin 2017

⁹ « *Ecosse : Nicola Sturgeon se lance dans une course d'obstacle vers un référendum sur l'indépendance* », in Grey Britain, le 13 mars 2017

Dans ce contexte, l'officialisation de l'alliance ¹⁰ entre les conservateurs et le parti unioniste nord-irlandais Democratic Unionist Party (DUP), lié aux ultras de l'Ordre d'Orange et aux groupes paramilitaires protestants, pose un dernier acte qui n'a évidemment rien d'anodin. Si cet accord est avant tout motivé par des considérations de maintien au pouvoir, il a été rendu possible par une convergence de vues à laquelle l'enjeu de la suprématie anglaise sur le Royaume-Uni n'est absolument pas étranger. Il faut relever que, dans le camp unioniste nord-irlandais, le DUP a fait le carton plein avec 10 membres du parlement élu.

Mais, de l'autre côté, le Sinn Féin, les républicains, ont fait de même dans la sensibilité nationaliste irlandaise. Ce qui n'est pas sans poser de questions pour l'avenir de cette partie du Royaume. Le nationalisme anglais n'a décidément pas fini de faire parler de lui...

¹⁰ « Les tories sacrifient un milliard de livres et la paix civile en Irlande du nord pour un accord avec le DUP », in Grey Britain, le 27 juin 2017